

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1966 Nr. 294

A. TITEL

*Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de
Portugese Republiek inzake sociale zekerheid;
's-Gravenhage, 12 oktober 1966*

B. TEKST

**Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République
portugaise sur la sécurité sociale**

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas

et

le Président de la République portugaise;

animés du désir de coordonner l'application aux ressortissants de
Leurs Pays de la législation néerlandaise sur la sécurité sociale et de
la législation portugaise sur la prévoyance sociale, les allocations
familiales et les accidents du travail et les maladies professionnelles;

Ont résolu de conclure une convention dans ce but et ont nommé à
cet effet Leurs plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Dr J. M. A. H. Luns, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Président de la République portugaise:

M. le Dr Carlos de Liz Branquinho, Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire à La Haye,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus de
bonne et due forme,

sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

Dispositions générales

Article premier

Paragraphe 1er. La présente Convention s'applique:

a. aux Pays-Bas aux législations concernant:

1. l'assurance maladie (prestations en espèces et en nature en cas de maladie et de maternité);
2. l'assurance invalidité;
3. l'assurance vieillesse;
4. l'assurance des veuves et des orphelins;
5. l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, y compris les majorations des rentes;
6. l'assurance chômage;
7. les allocations familiales;
8. les régimes spéciaux des personnes occupées par des entreprises exploitant une mine de charbon;

b. au Portugal aux législations concernant:

1. la prévoyance sociale concernant les assurances maladie, maternité, invalidité, vieillesse et décès;
2. les accidents du travail et les maladies professionnelles;
3. les régimes spéciaux de prévoyance établies pour certaines catégories, en tant qu'elles concernent les risques ou prestations couverts par les législations énumérées aux alinéas précédents, et notamment la législation visant le personnel des entreprises concessionnaires des services publics de transports;
4. les allocations familiales;
5. la protection au chômage involontaire.

Le terme „les législations” comprend, le cas échéant, également les réglementations.

Paragraphe 2. La présente Convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe premier du présent article.

Elle s'appliquera:

a. aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de l'assurance sociale, pourvu qu'un arrangement intervienne à cet effet entre les Parties Contractantes;

b. aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires pourvu que le Gouvernement de la Partie Contractante intéressée ne s'oppose pas à cet égard dans un délai de trois mois à dater de la notification de la publication officielle des dits actes.

Paragraphe 3. Les autorités compétentes au sens de la présente Convention sont les ministres qui ont, chacun en ce qui le concerne, les régimes énumérés à l'article 1 dans leurs attributions.

Article 2

Paragraphe 1er. Les dispositions de la présente Convention sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés qui sont ou ont été soumis à la législation de l'une des Parties Contractantes et qui sont des ressortissants de l'une de ces Parties, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs survivants.

Paragraphe 2. Pour l'interprétation du terme „salarié” au sens de la présente Convention, il n'est pas fait de distinction, au regard de la législation portugaise entre employés et ouvriers.

Paragraphe 3. Les dispositions de la présente Convention ne sont applicables ni aux agents diplomatiques et consulaires de carrière, y compris les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries, ni aux personnes qui, appartenant au cadre d'une administration gouvernementale de l'une des Parties Contractantes, sont envoyées par leur gouvernement sur le territoire de l'autre Partie.

Article 3

Les ressortissants de l'une des Parties Contractantes auxquelles les dispositions de la présente Convention sont applicables, sont soumis aux obligations et sont admis aux bénéfices des législations énumérées à l'article premier, dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'autre Partie.

Article 4

Paragraphe 1er. Sous réserve des dispositions de l'article 25, les pensions ou rentes acquises en vertu des législations de l'une des Parties Contractantes y compris les majorations, ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de la Partie Contractante autre que celui où se trouve l'institution débitrice.

Paragraphe 2. Les prestations de l'assurance sociale de l'une des Parties Contractantes sont payées aux ressortissants de l'autre Partie Contractante résidant sur le territoire d'un Etat tiers, dans les mêmes

conditions et dans la même mesure que s'il s'agissait de ressortissants de la première Partie résidant sur le territoire de cet Etat tiers.

Article 5

Paragraphe 1er. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent conférer ni maintenir le droit de bénéficier, en vertu des législations des Parties Contractantes, de plusieurs prestations de même nature ou de plusieurs prestations se rapportant à une même période d'assurance ou période assimilée, sauf en ce qui concerne l'assurance invalidité et vieillesse, et l'assurance décès (pensions), lorsqu'elles donnent lieu à répartition de la charge entre les institutions des deux Parties Contractantes.

Paragraphe 2. Les clauses de réduction ou de suspension prévues par la législation d'une Partie Contractante, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec d'autres revenus, ou du fait de l'exercice d'un emploi, sont opposables au bénéficiaire, même s'il s'agit de prestations acquises sous un régime de l'autre Partie Contractante ou s'il s'agit de revenus obtenus, ou d'un emploi exercé, sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Paragraphe 3. Lorsque l'application de cette règle entraînerait la réduction ou la suspension des prestations dues en vertu de la législation des deux Parties Contractantes, chacune d'entre elles ne peut être réduite ni suspendue pour un montant supérieur à la moitié du montant qui ne serait pas payé.

Paragraphe 4. Toutefois le paragraphe précédent n'est pas applicable aux cas où des prestations de même nature sont acquises conformément aux dispositions des articles 18 et 19 de la présente Convention.

Paragraphe 5. Lorsque l'application du paragraphe 2 entraîne la réduction ou la suspension d'une prestation liquidée conformément aux dispositions des articles 18 et 19, seule est à prendre en compte, pour la réduction ou pour la suspension de la prestation due, une fraction des prestations, revenus ou rémunérations déterminée au prorata de la durée des périodes accomplies conformément à l'alinéa b du paragraphe premier de l'article 19.

TITRE II

Dispositions déterminant la législation applicable

Article 6

Paragraphe 1er. Sous réserve des dispositions du présent titre, les travailleurs salariés ou assimilés occupés sur le territoire de l'une des

Parties Contractantes sont soumis à la législation de cette Partie, même s'ils sont encore considérés comme résidant sur le territoire de l'autre Partie ou si leur employeur ou le siège de l'entreprise qui les occupe se trouve sur le territoire de l'autre Partie.

Paragraphe 2. Les membres de l'équipage d'un navire ou d'un aéronef sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le navire ou l'aéronef est immatriculé.

Article 7

Les principes posés à l'article précédent comportent les exceptions suivantes:

a. les travailleurs salariés ou assimilés, qui ont leur résidence sur le territoire d'une Partie Contractante et sont détachés sur le territoire de l'autre Partie Contractante par l'entreprise qui les occupe normalement sur le territoire de la première Partie; demeurent soumis à la législation de cette Partie, comme s'ils étaient occupés sur son territoire, pendant les douze premiers mois de leur occupation sur le territoire de l'autre Partie; si la durée de cette occupation se prolonge au-delà de douze mois, la législation de la première Partie continue d'être appliquée pour une nouvelle période de 12 mois au plus, à condition que l'autorité compétente de la deuxième Partie ait donné son accord avant la fin de la première période de douze mois;

b. les travailleurs salariés ou assimilés au service d'une entreprise effectuant, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports de passagers ou de marchandises, ferroviaires, routiers, aériens ou de navigation ou de la pêche maritime, et ayant son siège sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, et occupés en qualité de personnel roulant ou navigant, sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'entreprise à son siège; toutefois, dans le cas où l'entreprise possède sur le territoire de l'autre Partie Contractante une succursale ou une représentation permanente, les travailleurs occupés par celle-ci sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la succursale ou la représentation permanente se trouve;

c. les membres de l'équipage d'un navire immatriculé sur le territoire d'une Partie Contractante qui sont rémunérés par une entreprise, un établissement ou une personne ayant son siège ou son domicile légal sur le territoire de l'autre Partie, sont soumis à la législation de cette autre Partie comme si le navire était immatriculé sur son territoire. L'entreprise, l'établissement ou la personne qui verse la rémunération est considéré comme l'employeur pour l'application de ladite législation.

Article 8

Paragraphe 1er. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 2, les dispositions de l'article 6 sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés occupés dans les postes diplomatiques ou consulaires des Parties Contractantes ou qui sont au service personnel des agents de ces postes.

Paragraphe 2. Toutefois les travailleurs visés au paragraphe premier du présent article qui sont des ressortissants de la Partie Contractante représentée par le poste diplomatique ou consulaire en question peuvent opter, dans un délai de trois mois après le commencement de leur emploi ou de l'entrée en vigueur de la présente Convention, pour l'application de la législation de l'Etat représenté.

Article 9

Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, pour certains travailleurs ou groupes de travailleurs, des exceptions aux dispositions des articles 6 à 8 de la présente Convention, quant à la législation applicable.

TITRE III

Dispositions particulières

CHAPITRE 1

Maladie, maternité et décès (allocation funéraire)

Article 10

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un travailleur salarié ou assimilé a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties Contractantes, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies en vertu de la législation de chacune des Parties Contractantes sont totalisées, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 11

Paragraphe 1er. Le travailleur salarié ou assimilé ayant accompli des périodes d'assurance ou périodes assimilées au titre de la législation de l'une des Parties Contractantes et qui se rend sur le territoire de l'autre Partie Contractante a droit, pour lui-même et les membres de sa famille qui se trouvent sur ledit territoire, aux prestations prévues par la législation de la seconde Partie Contractante, aux conditions suivantes:

- a. avoir été apte au travail à sa dernière entrée sur le territoire de cette Partie Contractante;
- b. avoir été assujetti à l'assurance obligatoire après la dernière entrée sur ledit territoire;
- c. satisfaire aux conditions requises par la législation de la seconde Partie Contractante, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article précédent.

Paragraphe 2. Si, dans les cas visés au paragraphe premier du présent article, le travailleur salarié ou assimilé ne remplit pas les conditions prévues aux alinéas a, b et c dudit paragraphe et si ce travailleur a encore droit à prestations en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il a été assuré en dernier lieu avant le transfert de sa résidence s'il se trouvait sur ce territoire, il conserve le droit à prestations pendant une période de 21 jours à partir du dernier jour qu'il était assujetti à l'assurance obligatoire de cette Partie. L'institution de cette Partie peut demander à l'institution du lieu de résidence de servir les prestations en nature suivant les modalités de la législation appliquée par cette dernière institution.

Article 12

Paragraphe 1er. Un travailleur salarié ou assimilé affilié à une institution de l'une des Parties Contractantes et résidant sur le territoire de ladite Partie, bénéficie des prestations, lors d'un séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante, lorsque son état vient à nécessiter immédiatement des soins médicaux, y compris l'hospitalisation.

Paragraphe 2. Un travailleur salarié ou assimilé, admis au bénéfice des prestations à charge d'une institution de l'une des Parties Contractantes, qui réside sur le territoire de ladite Partie conserve ce bénéfice lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante; toutefois, avant le transfert, le travailleur doit obtenir l'autorisation de l'institution compétente, laquelle ne peut la refuser que sur avis d'un médecin de cette institution constatant que l'état de santé du travailleur empêche le transfert de la résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Paragraphe 3. Lorsqu'un travailleur salarié ou assimilé a droit aux prestations conformément aux dispositions des paragraphes précédents, les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de son séjour ou de sa nouvelle résidence, suivant les dispositions de la législation appliquée par ladite institution; en particulier en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations en nature; toutefois, la durée du service de ces prestations est celle prévue par la législation du pays compétent.

Paragraphe 4. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance est subordonné — sauf en cas d'urgence absolue — à la condition que l'institution compétente en donne l'autorisation.

Paragraphe 5. Les prestations en espèces sont, dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, servies conformément à la législation du pays compétent. Ces prestations peuvent être servies par l'institution de l'autre pays pour le compte de l'institution compétente selon des modalités à fixer dans un arrangement administratif.

Paragraphe 6. Les dispositions des paragraphes précédents sont applicables par analogie aux membres de la famille lors de leur séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou lorsqu'ils transfèrent leur résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante après la réalisation du risque de maladie ou de maternité.

Article 13

Paragraphe 1er. Les membres de la famille d'un travailleur salarié ou assimilé qui est affilié à une institution de l'une des Parties Contractantes, bénéficient des prestations en nature, lorsqu'ils résident sur le territoire de l'autre Partie Contractante, comme si le travailleur était affilié à l'institution du lieu de leur résidence.

L'étendue, la durée et les modalités du service desdites prestations sont déterminées suivant les dispositions de la législation appliquée par cette institution.

Paragraphe 2. Lorsque les membres de la famille transfèrent leur résidence sur le territoire du pays compétent, ils bénéficient des prestations conformément aux dispositions de la législation dudit pays. Cette règle est également applicable lorsque les membres de la famille ont déjà bénéficié pour le même cas de maladie ou de maternité, des prestations servies par les institutions de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils ont résidé avant le transfert; si la législation applicable par l'institution compétente prévoit une durée maximum pour l'octroi des prestations, la période du service des prestations effectué immédiatement avant le transfert de résidence est prise en compte.

Paragraphe 3. Lorsque les membres de la famille visés au paragraphe premier du présent article exercent dans le pays de résidence une activité professionnelle ou bénéficient d'une pension ou d'une rente leur ouvrant droit aux prestations en nature, les dispositions du présent article ne leur sont pas applicables.

Paragraphe 4. Sont considérées comme membres de la famille aux sens des paragraphes précédents les personnes considérées comme membres de la famille d'après la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elles résident.

Article 14

Dans les cas où l'application du présent chapitre ouvrirait à un travailleur salarié ou assimilé, ou à un membre de sa famille, droit au bénéfice des prestations de maternité au titre des législations des deux Parties Contractantes, l'intéressé se verrait appliquer la législation en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante où s'est produite la naissance, en tenant compte, dans la mesure où il est nécessaire, de la totalisation des périodes visée à l'article 10 de la présente Convention.

Article 15

Paragraphe 1er. Lorsque le titulaire de pensions ou de rentes dues en vertu des législations de l'une et de l'autre des Parties Contractantes réside sur le territoire de l'une des Parties Contractantes et qu'il a droit aux prestations en nature en vertu de la législation de cette Partie, celles-ci sont servies à lui-même et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de sa résidence comme s'il était titulaire d'une pension ou d'une rente due en vertu de la seule législation du pays de sa résidence. Lesdites prestations sont à la charge de l'institution du pays de résidence.

Paragraphe 2. Lorsque le titulaire d'une pension ou d'une rente due en vertu de la législation de l'une des Parties Contractantes réside sur le territoire de l'autre Partie Contractante, les prestations en nature auxquelles il a droit en vertu de la législation de la première Partie sont servies à lui-même et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de sa résidence.

Paragraphe 3. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des retenues de cotisation à la charge du titulaire de la pension ou de la rente, pour la couverture des prestations en nature, l'institution débitrice de la pension ou de la rente, à la charge de laquelle se trouvent les prestations en nature, est autorisée à opérer ces retenues dans les cas visés par le présent article.

Article 16

Paragraphe 1er. Les prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 11, des paragraphes 1, 2 et 6 de l'article 12, du paragraphe 1 de l'article 13 et du paragraphe 2 de l'article 15 de la présente Convention font l'objet d'un remboursement de la part des institutions compétentes à celles qui les ont servies.

Paragraphe 2. Le remboursement est déterminé et effectué suivant les modalités à fixer par un arrangement administratif à prendre par les autorités compétentes; le remboursement pourra être réglé par des montants forfaitaires.

Article 17

Paragraphe 1er. Lorsqu'un travailleur salarié ou assimilé soumis à la législation d'une Partie Contractante ou un titulaire d'une pension ou d'une rente ou un membre de sa famille décède sur le territoire de l'autre Partie, le décès est considéré comme étant survenu sur le territoire de la première Partie.

Paragraphe 2. L'institution compétente prend à sa charge l'allocation au décès même si le bénéficiaire se trouve sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

CHAPITRE 2

Invalidité, vieillesse et décès (pensions)

SECTION 1

Généralités

Article 18

Paragraphe 1er. En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un assuré a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties Contractantes, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies en vertu de la législation de chacune des Parties Contractantes sont totalisées, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Paragraphe 2. Lorsque la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial, seules sont totalisées pour l'admission au bénéfice de ces prestations, les périodes accomplies en vertu des régimes correspondants de l'autre Partie Contractante et les périodes accomplies dans la même profession en vertu d'autres régimes de ladite Partie Contractante, pour autant qu'elles ne se superposent pas. Si, nonobstant la totalisation desdites périodes, l'assuré ne remplit pas les conditions lui permettant de bénéficier desdites prestations, les périodes dont il s'agit sont également totalisées pour l'admission au bénéfice des prestations du régime général des Parties Contractantes.

Paragraphe 3. Si les périodes d'assurance et les périodes assimilées en vertu de la législation de l'une des Parties Contractantes n'atteignent pas, dans leur ensemble, six mois, aucune prestation n'est

accordée en vertu de ladite législation; dans ce cas, les périodes sus-visées sont prises en considération en vue de l'acquisition, du maintien et du recouvrement du droit aux prestations de la part de l'autre Partie Contractante, mais elles ne le sont pas pour déterminer le montant dû au prorata, selon l'article 19, paragraphe premier, alinéa *b*, de la présente Convention. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable si le droit aux prestations est acquis en vertu de la législation de la première Partie Contractante, sur la base des seules périodes accomplies sous sa législation.

Article 19

Paragraphe 1er. Les prestations auxquelles un assuré qui a été soumis à la législation des deux Parties Contractantes peut prétendre en vertu de ces législations sont liquidées de la manière suivante:

a. l'institution de chacune des Parties Contractantes détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit aux prestations prévues par cette législation, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article précédent;

b. si le droit est acquis en vertu de l'alinéa précédent, ladite institution détermine, pour ordre, le montant de la prestation à laquelle l'intéressé aurait droit si toutes les périodes d'assurance ou périodes assimilées, totalisées suivant les modalités visées à l'article précédent, avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation; sur la base dudit montant, l'institution fixe le montant dû au prorata de la durée des périodes accomplies sous ladite législation avant la réalisation du risque par rapport à la durée totale des périodes accomplies sous les législations des Parties Contractantes avant la réalisation du risque; ce montant constitue la prestation due à l'intéressé par l'institution dont il s'agit;

c. si l'intéressé, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article précédent, ne remplit pas, à un moment donné, les conditions exigées par les législations qui lui sont applicables, mais satisfait seulement aux conditions de l'une entre elles, le montant de la prestation est déterminé conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du présent paragraphe;

d. si l'intéressé ne remplit pas, à un moment donné, les conditions exigées par les législations qui lui sont applicables, mais satisfait aux conditions d'une seule d'entre elles, sans qu'il soit nécessaire de faire appel aux périodes accomplies sous les autres législations, le montant de la prestation est déterminé en vertu de la seule législation au regard de laquelle le droit est ouvert et compte tenu des seules périodes accomplies sous cette législation;

e. dans les cas visés aux alinéas c et d du présent paragraphe, les prestations déjà liquidées sont revisées conformément aux dispositions de l'alinéa b du présent paragraphe au fur et à mesure que les conditions exigées par les autres législations sont satisfaites, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article précédent.

Paragraphe 2. Si le montant de la prestation à laquelle l'intéressé peut prétendre sans application des dispositions de l'article 18, pour les seules périodes d'assurance et périodes assimilés accomplies en vertu de la législation d'une Partie Contractante, est supérieur au total des prestations résultant de l'application du paragraphe précédent du présent article, il a droit, de la part de l'institution de cette Partie, à un complément égal à la différence.

Paragraphe 3. Sous réserve de la disposition de l'alinéa d du paragraphe premier du présent article et de l'article 22 les intéressés qui peuvent se prévaloir des dispositions du présent chapitre ne peuvent prétendre au bénéfice d'une pension en vertu des seules dispositions de la législation d'une Partie Contractante.

SECTION 2

Dispositions particulières

Article 20

Paragraphe 1er. Le travailleur salarié ou assimilé, assuré en vertu des législations néerlandaises sur l'assurance-vieillesse générale et l'assurance générale des veuves et des orphelins reste assuré pendant toute période d'incapacité de travail temporaire ou permanente imputable à une maladie, un accident du travail ou une maladie professionnelle donnant lieu à une prestation en espèces du côté néerlandais, si le taux de l'incapacité de travail atteint 50 p.c., même s'il transfère sa résidence sur le territoire du Portugal à condition qu'il n'ait pas repris une occupation salariée ou indépendante au Portugal.

Paragraphe 2. L'épouse, âgée de moins de 65 ans et résidant au Portugal, d'un assuré en vertu de la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse générale, est également assurée sauf, selon le cas, pour la période:

a. pendant laquelle elle aurait accompli en même temps des périodes d'assurance ou de cotisation ou des périodes équivalentes en vertu d'un régime portugais d'assurance-vieillesse obligatoire;

b. pendant laquelle elle bénéficie d'une pension de vieillesse en vertu d'un tel régime.

Article 21

Les institutions néerlandaises peuvent calculer les pensions de vieillesse directement et exclusivement en fonction des périodes d'assurance et des périodes assimilées accomplies en vertu de la législation afférente.

Article 22

Paragraphe 1er. Dans le cas où un travailleur salarié ou assimilé a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties Contractantes, ses survivants peuvent prétendre aux seules prestations prévues par la législation à laquelle le travailleur a été soumis à la date de son décès.

Paragraphe 2. Lorsque le travailleur a été soumis à la date de son décès à la législation portugaise, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies sous la législation néerlandaise sont, pour l'ouverture du droit ainsi que pour la détermination du montant de la prestation à laquelle des survivants ont droit en vertu de la législation portugaise, également prises en compte.

Article 23

Paragraphe 1er. Les pensions transitoires, prévues par la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse pour les personnes qui ont déjà atteint l'âge de 65 ans au 1er janvier 1957, sont accordées aux ressortissants portugais dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants néerlandais.

Paragraphe 2. Les avantages transitoires, prévus par la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse pour les personnes dont l'âge était compris entre 15 et 65 ans au 1er janvier 1957, sont accordés aux ressortissants portugais dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants néerlandais.

Article 24

Les avantages découlant des dispositions transitoires de la législation néerlandaise sur l'assurance générale des veuves et des orphelins, à titre d'un décès, survenu avant le 1er octobre 1959, sont accordés aux ressortissants portugais dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants néerlandais.

Article 25

Les dispositions de l'article 4, paragraphe premier, de la présente Convention ne sont pas applicables:

a. aux pensions transitoires accordées en vertu de l'article 23, paragraphe premier, de la présente Convention;

b. aux pensions et avantages transitoires visés aux articles précédents accordés aux ressortissants néerlandais.

CHAPITRE 3

Accidents du travail et maladies professionnelles

Article 26

Si, pour apprécier le degré d'incapacité dans le cas d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle au regard de la législation de l'une des Parties Contractantes, cette législation prévoit explicitement ou implicitement que les accidents du travail ou les maladies professionnelles survenus antérieurement sont pris en considération, le sont également les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre Partie Contractante comme s'ils étaient survenus sous la législation de la première Partie.

Article 27

Paragraphe 1er. Ne sont pas applicables aux ressortissants de l'une des Parties Contractantes les dispositions contenues dans les législations de l'autre Partie Contractante concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles qui restreignent ou annulent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison du lieu de leur résidence.

Paragraphe 2. Les majorations ou allocations supplémentaires accordées en supplément des rentes d'accidents du travail en vertu des législations applicables dans chacun des deux pays contractants sont maintenues aux personnes visées à l'alinéa précédent qui transfèrent leur résidence de l'un des pays dans l'autre.

Article 28

Si un travailleur salarié ou assimilé, qui a obtenu la réparation d'une maladie professionnelle par l'institution compétente de l'une des Parties Contractantes fait valoir, pour une maladie professionnelle de même nature, des droits à prestation en vertu de la législation de l'autre Partie, il est tenu de fournir à l'institution compétente de cette dernière Partie, les renseignements nécessaires, relatifs aux prestations liquidées antérieurement pour réparer la maladie professionnelle dont il s'agit.

L'institution débitrice des nouvelles prestations tiendra compte des prestations antérieures comme si elles avaient été servies à sa charge.

CHAPITRE 4

Chômage

Article 29

En vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, lorsqu'un assuré a été soumis successivement ou alternativement à la législation des deux Parties Contractantes, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies en vertu de la législation de chacune des Parties sont totalisées, pour autant qu'elles ne se superposent pas.

Article 30

Le travailleur salarié ou assimilé ayant accompli des périodes d'assurance ou périodes assimilées au titre de la législation de l'une des Parties Contractantes et que se rend sur le territoire de l'autre Partie Contractante a droit, pendant son séjour sur ledit territoire, aux prestations de chômage prévues par la législation de la seconde Partie Contractante aux conditions suivantes:

a. avoir été assujetti à l'assurance chômage obligatoire après la dernière entrée sur ledit territoire;

b. satisfaire aux conditions requises par la législation de la seconde Partie Contractante, compte tenu de la totalisation des périodes visée à l'article précédent.

CHAPITRE 5

Allocations familiales

Article 31

Si la législation de l'une des Parties Contractantes subordonne l'acquisition du droit aux allocations familiales à l'accomplissement de périodes d'assurance ou de périodes assimilées, l'institution compétente de cette Partie tient compte, dans la mesure où il est nécessaire, de toutes les périodes accomplies sur le territoire de chacune des Parties Contractantes.

Article 32

Paragraphe 1er. Un travailleur salarié ou assimilé assuré selon la législation d'une Partie Contractante et ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire de l'autre Partie a droit pour lesdits enfants, compte tenu, le cas échéant, de la totalisation des périodes visée à l'article précédent, aux allocations familiales selon les dis-

positions de la législation de la première Partie Contractante, même si le travailleur est considéré comme résidant sur le territoire de l'autre Partie.

Paragraphe 2. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des allocations familiales pour les bénéficiaires d'une pension ou d'une rente, ont droit également à de telles allocations les bénéficiaires d'une pension ou d'une rente, qui sont considérés comme résidant sur le territoire de l'autre Partie.

Paragraphe 3. Si, au cours d'une même période, des allocations familiales sont dues pour un même enfant en vertu des législations des deux Parties Contractantes les allocations familiales dues en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'enfant réside ou est élevé, sont seulement payées.

TITRE IV

Dispositions diverses

Article 33

Paragraphe 1er. Les autorités compétentes:

1. prendront tous arrangements administratifs nécessaires à l'application de la présente Convention;
2. se communiqueront toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention;
3. se communiqueront toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles de modifier son application.

Paragraphe 2. Les autorités compétentes pourront prévoir d'un commun accord des dispositions spéciales pour régler, le cas échéant, la situation des catégories particulières de travailleurs, notamment celles des marins et des personnes occupées par des entreprises exploitant une mine de charbon.

Paragraphe 3. Les autorités diplomatiques et consulaires de l'une des deux Parties Contractantes peuvent intervenir auprès des autorités administratives et des organismes compétentes de l'autre Partie Contractante en vue de recueillir tous renseignements utiles pour la défense des intérêts de leurs ressortissants.

Article 34

Paragraphe 1er. Pour l'application de la présente Convention, les autorités et les institutions chargées de l'exécution de la présente Convention se prêteront leurs bons offices et agiront comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation.

Paragraphe 2. Les institutions et les autorités des deux Parties Contractantes communiqueront directement aux fins de l'application de la présente Convention, les unes avec les autres, ainsi qu'avec les personnes intéressées ou leurs mandataires.

Article 35

Paragraphe 1er. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation de l'une des Parties Contractantes pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre Partie Contractante ou de la présente Convention.

Paragraphe 2. Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires et les droits de chancellerie.

Article 36

Paragraphe 1er. Les institutions correspondront, aux fins de l'application de la présente Convention, directement entre elles dans la langue française.

Paragraphe 2. Les institutions et les autorités de l'une des Parties Contractantes ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés du fait qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre Partie Contractante.

Article 37

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être présentés, aux fins de l'application de la législation de l'une des Parties Contractantes, dans un délai déterminé auprès d'une autorité, d'une institution ou d'un autre organisme de cette Partie, sont recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'un autre organisme correspondant de l'autre Partie Contractante. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou l'organisme ainsi saisi transmet, sans retard, ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, l'institution ou l'organisme compétent de la première Partie, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des Parties Contractantes.

Article 38

Paragraphe 1er. Les institutions d'une Partie Contractante qui, en vertu de la présente Convention sont débitrices de prestations en espèces au regard des bénéficiaires se trouvant sur le territoire de l'autre Partie Contractante s'en libèrent valablement dans la monnaie de la première Partie; quand elles sont débitrices de sommes au regard d'institutions se trouvant sur le territoire de l'autre Partie Contractante, elles sont tenues de les liquider dans la monnaie de cette dernière Partie.

Paragraphe 2. Les transferts de sommes que comporte l'exécution de la présente Convention auront lieu conformément aux accords en cette matière en vigueur entre les deux Parties Contractantes au moment du transfert.

Article 39

Paragraphe 1er. Tout différend venant à s'élever entre les Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

Paragraphe 2. Si le différend ne peut être ainsi résolu dans un délai de six mois à dater du début des négociations, il sera soumis à une commission arbitrale dont la composition et la procédure seront déterminées par un accord entre les Parties Contractantes.

La commission arbitrale devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention. Ses décisions seront obligatoires et définitives.

Article 40

Paragraphe 1er. Lorsqu'une institution d'une Partie Contractante a versé au titulaire de prestations une avance, cette institution ou, sur la demande de celle-ci, l'institution compétente de l'autre Partie peut retenir l'avance sur les paiements auxquels le titulaire a droit.

Paragraphe 2. Lorsque le titulaire a été au bénéfice de l'assistance d'une Partie Contractante au cours d'une période pour laquelle il a droit aux prestations en espèces, les montants de ces prestations sont retenus par l'organisme payeur à la demande de l'institution d'assistance et pour son compte, jusqu'à concurrence du montant des allocations versées au titre de l'assistance.

TITRE V

Dispositions transitoires et finales

Article 41

Paragraphe 1er. La présente Convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

Paragraphe 2. Toute période d'assurance ou période assimilée accomplie en vertu de la législation de l'une des Parties Contractantes avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination du droit aux prestations s'ouvrant conformément aux dispositions de la présente Convention.

Paragraphe 3. Sous réserve des dispositions du paragraphe premier du présent article, une pension ou rente est due en vertu de la présente Convention, même si elle se rapporte à un événement antérieur à la date de son entrée en vigueur. A cet effet, toute pension ou rente qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire de l'autre Partie Contractante, sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, sous réserve que les droits antérieurement liquidés n'aient pas donné lieu à un règlement en capital.

Paragraphe 4. Quant aux droits résultant de l'application du paragraphe précédent, les dispositions prévues par les législations des Parties Contractantes en ce qui concerne la déchéance et la prescription des droits, ne sont pas opposables aux intéressés, si la demande en est présentée dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Si la demande est présentée après l'expiration de ce délai, le droit aux prestations qui n'est pas frappé de déchéance ou qui n'est pas prescrit est acquis à partir de la date de la demande à moins que les dispositions plus favorables de la législation d'une Partie Contractante ne soient applicables.

Article 42

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas la présente Convention ne s'appliquera qu'au Royaume en Europe. En ce qui concerne le Portugal, la présente Convention ne s'appliquera qu'au territoire du Portugal continental, les îles adjacentes (Açores et Madère) et les îles du Cap-Vert.

Article 43

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Lisbonne aussitôt que possible.

Article 44

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le mois au cours duquel les instruments de ratification auront été échangés.

Article 45

La présente Convention est conclue pour la durée d'une année. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année sauf dénonciation qui devra être notifiée au moins trois mois avant l'expiration du terme.

Article 46

Paragraphe 1er. En cas de dénonciation de la présente Convention, tout droit acquis en application de ses dispositions sera maintenu.

Paragraphe 2. Les droits en cours d'acquisition relatifs aux périodes accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation a pris effet ne s'éteignent pas du fait de la dénonciation; leur maintien sera déterminé d'un commun accord pour la période postérieure ou, à défaut d'un tel accord, par la législation propre à l'institution intéressée.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 12 octobre 1966 en double exemplaire, en langue française.

Pour le Royaume des Pays-Bas,

(s.) J. LUNS

Pour la République Portugaise,

(s.) ALBERTO CARLOS DE LIS-TEIXEIRA
BRANQUINHO

C. VERTALING**Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Portugese
Republiek inzake sociale zekerheid**

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden
en
de President van de Portugese Republiek,

bezield door de wens de toepassing van de Nederlandse wetgeving
inzake sociale zekerheid en de Portugese wetgeving inzake sociale
voorzorg, kinderbijslagen en arbeidsongevallen en beroepsziekten ten
aanzien van de onderdanen van Hun landen te coördineren;

Hebben besloten een daartoe strekkend verdrag te sluiten, en
hebben te dien einde Hun gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

Mr. J. M. A. H. Luns, Minister van Buitenlandse Zaken,
de President van de Portugese Republiek:

Dr. Carlos de Liz Branquinho, buitengewoon en gevolmachtigd
Ambassadeur te 's-Gravenhage,

die, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm be-
vonden volmachten, omtrent de volgende bepalingen overeenstemming
hebben bereikt:

TITEL I**Algemene bepalingen****Artikel 1**

1. Dit Verdrag is van toepassing:
 - a. in Nederland op de wettelijke regelingen betreffende:
 1. de ziekteverzekering (uitkeringen en verstrekkingen bij ziekte en moederschap);
 2. de invaliditeitsverzekering;
 3. de ouderdomsverzekering;
 4. de weduwen- en wezenverzekering;
 5. de verzekering inzake arbeidsongevallen en beroepsziekten met inbegrip van de bijslagen op de renten;
 6. de werkloosheidsverzekering;
 7. de kinderbijslagen;

8. de bijzondere regelingen voor personen, werkzaam bij ondernemingen die steenkolenmijnen exploiteren;

b. in Portugal op de wettelijke regelingen betreffende:

1. de sociale voorzorg betreffende de verzekeringen inzake ziekte, moederschap, invaliditeit, ouderdom en overlijden;

2. de arbeidsongevallen en beroepsziekten;

3. de bijzondere verzorgsregelingen voor bepaalde groepen, voor zover zij betrekking hebben op risico's of uitkeringen, voorzien in de hierboven genoemde wettelijke regelingen, in het bijzonder de wettelijke regeling voor het personeel van ondernemingen van openbaar vervoer, houders ener concessie;

4. de kinderbijslagen;

5. de bescherming tegen onvrijwillige werkloosheid.

Onder de term „wettelijke regelingen” zijn, in voorkomend geval, eveneens de reglementen begrepen.

2. Dit Verdrag is eveneens van toepassing op alle wetten en regelingen waarbij de wettelijke regelingen, genoemd in het eerste lid van dit artikel zijn of worden gewijzigd of aangevuld.

Evenwel is dit Verdrag slechts van toepassing:

a. op wetten of regelingen welke betrekking hebben op een nieuwe tak van sociale verzekering, indien daartoe een nadere overeenkomst wordt gesloten tussen de Verdragsluitende Partijen;

b. op wetten of regelingen welke de werking van de bestaande regelingen uitbreiden tot nieuwe groepen van rechthebbenden, indien de Regering van de betrokken Verdragsluitende Partij daartegen niet binnen drie maanden na kennisgeving van de officiële bekendmaking van bedoelde wetten of regelingen bezwaar maakt.

3. De bevoegde autoriteiten in de zin van dit Verdrag zijn, ieder voor zover het hem aangaat, de ministers onder wier bevoegdheid de in artikel 1 genoemde regelingen vallen.

Artikel 2

1. De bepalingen van dit Verdrag zijn van toepassing op de werknemers of de met hen gelijkgestelden, op wie de wettelijke regeling van een der Verdragsluitende Partijen van toepassing is of geweest is en die onderdaan zijn van een van die Partijen, alsmede op hun gezinsleden en hun nagelaten betrekkingen.

2. Voor de interpretatie van de term „werknemer” in de zin van dit Verdrag wordt, ten opzichte van de Portugese wetgeving, geen onderscheid gemaakt tussen beambten en arbeiders.

3. De bepalingen van dit Verdrag zijn niet van toepassing op de diplomatieke en consulaire beroepsambtenaren, kanselarijbeambten daaronder begrepen, noch op personen die tot het overheidspersoneel van een Verdragsluitende Partij behoren en door hun Regering naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij worden gezonden.

Artikel 3

De onderdanen van een der Verdragsluitende Partijen op wie de bepalingen van dit Verdrag van toepassing zijn, zijn onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van de andere Partij onderworpen aan de verplichtingen en gerechtigd tot de voordelen, voortvloeiende uit de in artikel 1 genoemde wettelijke regelingen.

Artikel 4

1. Onverminderd de bepalingen van artikel 25, kunnen de pensioenen of renten met inbegrip van de bijslagen, verkregen op grond van de wettelijke regelingen van een der Verdragsluitende Partijen, niet verminderd, gewijzigd, geschorst, ingetrokken of verbeurd verklaard worden op grond van het feit dat de rechthebbende woont op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij dan die op het grondgebied waarvan het orgaan dat de uitkering verschuldigd is zich bevindt.

2. De sociale verzekeringsuitkeringen van een der Verdragsluitende Partijen worden aan de onderdanen van de andere Verdragsluitende Partij die op het grondgebied van een derde Staat wonen, onder dezelfde voorwaarden en tot dezelfde omvang uitbetaald als aan de onderdanen van de eerste Partij die op het grondgebied van die derde Staat wonen.

Artikel 5

1. Krachtens de bepalingen van dit Verdrag kan geen enkel recht worden uitgeoefend of gehandhaafd om op grond van de wettelijke regelingen van de Verdragsluitende Partijen verschillende uitkeringen die betrekking hebben op een zelfde tijdvak van verzekering of een daarmede gelijkgesteld tijdvak te genieten, behalve wanneer deze, voor zoveel het de invaliditeits- en ouderdomsverzekering en de verzekering inzake overlijden (pensioenen) betreft, tot verdeling van de lasten tussen de organen van de beide Verdragsluitende Partijen leiden.

2. De bepalingen inzake vermindering of schorsing, voorzien bij de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij in geval van samenloop met andere uitkeringen van sociale zekerheid of met andere inkomsten, of in geval van de uitoefening van een beroep, zijn op de rechthebbende van toepassing, zelfs indien het uitkeringen

betreft welke verschuldigd zijn krachtens een wettelijke regeling van de andere Verdragsluitende Partij of indien het gaat om inkomsten verkregen, of een beroep uitgeoefend op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij.

3. Indien de toepassing van deze regel tot gevolg heeft, dat de uitkeringen verschuldigd krachtens de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen beide worden verminderd of geschorst, dan kan geen van deze uitkeringen verminderd of geschorst worden met een bedrag dat hoger is dan de helft van het bedrag dat niet uitbetaald zou worden.

4. Het bepaalde in het vorige lid is evenwel niet van toepassing in de gevallen waarin uitkeringen van dezelfde aard verschuldigd zijn overeenkomstig de artikelen 18 en 19 van dit Verdrag.

5. Indien de toepassing van het tweede lid de vermindering of de schorsing tot gevolg zou hebben van een uitkering welke overeenkomstig de artikelen 18 en 19 is toegekend, wordt voor de vermindering of de schorsing van de verschuldigde uitkering slechts een gedeelte van de uitkeringen of inkomsten in aanmerking genomen, dat wordt vastgesteld in verhouding tot de duur van de overeenkomstig het bepaalde in het eerste lid, onder *b*, van artikel 19 vervulde tijdvakken.

TITEL II

Bepalingen ter vaststelling van de van toepassing zijnde wetgeving

Artikel 6

1. Onverminderd de bepalingen van deze Titel is op werknemers of met hen gelijkgestelden die werkzaam zijn op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen, de wetgeving van deze Partij van toepassing, zelfs indien zij nog geacht worden te wonen op het grondgebied van de andere Partij of indien hun werkgever of de zetel van de onderneming waarbij zij in dienst zijn, zich op het grondgebied van de andere Partij bevindt.

2. Op leden van de bemanning van een zeeschip of luchtvaartuig is de wetgeving van de Verdragsluitende Partij op welks grondgebied het zeeschip of luchtvaartuig is ingeschreven, van toepassing.

Artikel 7

Op de beginselen vervat in het vorige artikel, gelden de volgende uitzonderingen:

a. op werknemers of met hen gelijkgestelden, die hun woonplaats op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen hebben en door de onderneming, die hen in gewone omstandigheden op het

grondgebied van die Partij tewerkstelt, worden uitgezonden naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, blijft de wetgeving van eerstgenoemde Partij gedurende de eerste twaalf maanden van hun tewerkstelling op het grondgebied van de andere Partij van toepassing, alsof zij werkzaam waren op het grondgebied van eerstgenoemde Partij; ingeval bedoelde tewerkstelling langer duurt dan twaalf maanden, blijft de wetgeving van eerstgenoemde Partij gedurende een nieuw tijdvak van ten hoogste twaalf maanden van toepassing, mits de bevoegde autoriteit van de andere Partij voor het einde van het eerste tijdvak van twaalf maanden daaraan goedkeuring heeft gehecht;

b. op werknemers of met hen gelijkgestelden, die in dienst zijn van een onderneming welke voor rekening van anderen of voor eigen rekening personen of goederen vervoert per spoor, over de weg, door de lucht of te water of de zeevisserij uitoefent en die haar zetel heeft op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen, en die als lid van het rijdend of varend personeel werkzaam zijn, is de wettelijke regeling van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan de onderneming gevestigd is, van toepassing; indien echter de onderneming op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij een filiaal of een duurzame vertegenwoordiging heeft, is op de daarbij werkzame werknemers de wettelijke regeling van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan het filiaal of de duurzame vertegenwoordiging zich bevindt van toepassing;

c. op leden van de bemanning van een zeeschip, dat is ingeschreven op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen, die loon ontvangen van een onderneming, een bedrijf of een persoon, die hun zetel of wettelijke woonplaats hebben op het grondgebied van de andere Partij, is de wettelijke regeling van die andere Partij van toepassing, alsof het zeeschip was ingeschreven op het grondgebied van die Partij. De onderneming, het bedrijf of de persoon, voor wier rekening het loon komt, worden voor de toepassing van genoemde wettelijke regeling als werkgevers beschouwd.

Artikel 8

1. Onverminderd het bepaalde in het tweede lid van artikel 2, is artikel 6 van toepassing op de werknemers of met hen gelijkgestelden die in de diplomatieke of consulaire vertegenwoordigingen van de Verdragsluitende Partijen werkzaam zijn of in persoonlijke dienst van de ambtenaren dier diensten zijn.

2. De in het eerste lid van dit artikel bedoelde werknemers die onderdaan zijn van de Verdragsluitende Partij welke door de desbetreffende diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging wordt

vertegenwoordigd, mogen evenwel binnen een termijn van drie maanden na de aanvang van hun werkzaamheid of het in werking treden van dit Verdrag kiezen voor toepassing van de wetgeving van de vertegenwoordigde Staat.

Artikel 9

De bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen kunnen voor bepaalde werknemers of groepen werknemers met betrekking tot de toepasselijke wetgeving in gemeen overleg uitzonderingen vaststellen op de bepalingen van de artikelen 6 tot en met 8 van dit Verdrag.

TITEL III

Bijzondere bepalingen

HOOFDSTUK 1

Ziekte, moederschap en overlijden (begravenisuitkering)

Artikel 10

Wanneer een werknemer of een met hem gelijkgestelde achtereenvolgens of afwisselend aan de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen onderworpen is geweest, worden met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op prestaties de tijdvakken van verzekering en de daarmede gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de wettelijke regeling van elk der Verdragsluitende Partijen, voor zover zij niet samenvallen, samengeteld.

Artikel 11

1. De werknemer of de met hem gelijkgestelde, die tijdvakken van verzekering of daarmede gelijkgestelde tijdvakken heeft vervuld krachtens de wettelijke regeling van een der Verdragsluitende Partijen en zich naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij begeeft, heeft voor zichzelf en voor zijn gezinsleden die zich op dat grondgebied bevinden, recht op de prestaties voorzien in de wettelijke regeling van deze Verdragsluitende Partij, mits hij:

a. arbeidsgeschikt was bij zijn laatste aankomst op het grondgebied van deze Partij,

b. onderworpen was aan de verplichte verzekering na zijn laatste aankomst op genoemd grondgebied;

c. voldoet aan de door de wettelijke regeling van deze Verdragsluitende Partij gestelde voorwaarden, de in het vorige artikel bedoelde samentelling van tijdvakken in aanmerking genomen.

2. Indien in de in het eerste lid van dit artikel bedoelde gevallen de werknemer of de met hem gelijkgestelde niet aan de in de alinea's

a, b en c van dat lid vermelde voorwaarden voldoet en indien bedoelde werknemer nog recht heeft op prestaties ingevolge de wettelijke regeling van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan hij het laatst verzekerd was voordat hij van woonplaats veranderde, indien hij zich op laatstbedoeld grondgebied bevond, behoudt hij dat recht gedurende een tijdvak van 21 dagen te rekenen van de laatste dag waarop hij aan de verplichte verzekering van die Partij was onderworpen. Het orgaan van laatstbedoelde Partij kan het orgaan van de woonplaats verzoeken de verstrekkingen te verlenen overeenkomstig de wettelijke regeling, toegepast door laatstgenoemd orgaan.

Artikel 12

1. Een werknemer of een met hem gelijkgestelde die aangesloten is bij een orgaan van een der Verdragsluitende Partijen en woonachtig is op het grondgebied van die Partij, heeft recht op prestaties gedurende een tijdelijk verblijf op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, wanneer zijn gezondheidstoestand onmiddellijke geneeskundige behandeling met inbegrip van opname in een ziekenhuis noodzakelijk maakt.

2. Een werknemer of een met hem gelijkgestelde, die recht op prestaties heeft verkregen ten laste van een orgaan van een der Verdragsluitende Partijen en die op het grondgebied van die Partij woonachtig is, behoudt dat recht indien hij zijn woonplaats naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij overbrengt; vóór de overbrenging moet de werknemer echter de toestemming hebben van het bevoegde orgaan, dat deze slechts kan weigeren op advies van een geneeskundige van dit orgaan, die heeft vastgesteld dat de gezondheidstoestand van de werknemer de overbrenging van de woonplaats naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij verhindert.

3. Wanneer een werknemer of een met hem gelijkgestelde overeenkomstig de bepalingen van de vorige leden recht heeft op prestaties, worden de verstrekkingen gedaan door het orgaan van zijn verblijfplaats of van zijn nieuwe woonplaats overeenkomstig de bepalingen van de wettelijke regeling welke door dat orgaan wordt toegepast, in het bijzonder wat betreft de omvang en de wijze van de verstrekkingen; de periode gedurende welke deze verstrekkingen worden verleend is evenwel gelijk aan die voorzien in de wettelijke regeling van het bevoegde land.

4. In de gevallen, bedoeld in het eerste en tweede lid van dit artikel, worden prothesen, kunstmiddelen van grotere omvang en andere belangrijke verstrekkingen, behalve in onmiskenbare spoedgevallen, slechts verschaft als het bevoegde orgaan daartoe machtiging heeft verleend.

5. In de gevallen, bedoeld in het eerste en het tweede lid van dit artikel, worden de uitkeringen overeenkomstig de wettelijke regeling van het bevoegde land verleend. Deze uitkeringen kunnen, volgens in een administratief akkoord te stellen regelen, voor rekening van het bevoegde orgaan door het orgaan van het andere land worden uitbetaald.

6. De bepalingen van de vorige leden zijn van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden, wanneer zij tijdelijk op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij verblijven of wanneer zij hun woonplaats overbrengen naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, nadat zij ziek of zwanger zijn geworden.

Artikel 13

1. De gezinsleden van een werknemer of een met hem gelijkgestelde die is aangesloten bij een orgaan van een der Verdragsluitende Partijen genieten, indien zij woonachtig zijn op het grondgebied van de andere Partij, verstrekkingen, alsof de werknemer bij het orgaan van hun woonplaats was aangesloten. De omvang, de duur en de wijze van verlening van bedoelde verstrekkingen worden vastgesteld volgens de bepalingen van de wettelijke regeling welke dit orgaan toepast.

2. Wanneer de gezinsleden hun woonplaats overbrengen naar het grondgebied van het bevoegde land, genieten zij de verstrekkingen overeenkomstig de bepalingen van de wettelijke regelingen van dat land. Deze bepaling is eveneens van toepassing, wanneer de gezinsleden voor hetzelfde geval van ziekte of moederschap reeds verstrekkingen hebben genoten van de organen van de Verdragsluitende Partij, op het grondgebied waarvan zij vóór hun verhuizing hebben gewoond; indien de wettelijke regeling, welke door het bevoegde orgaan wordt toegepast, voorziet in een maximumduur voor de toekenning van uitkeringen en verstrekkingen, wordt met het tijdvak, waarover onmiddellijk vóór de overbrenging van de woonplaats uitkeringen of verstrekkingen zijn verleend, rekening gehouden.

3. Wanneer de gezinsleden als bedoeld in het eerste lid van dit artikel in het land van hun woonplaats beroepswerkzaamheden uitoefenen of een pensioen of rente genieten op grond waarvan zij aanspraak op verstrekkingen kunnen maken, zijn de bepalingen van dit artikel niet op hen van toepassing.

4. Als gezinsleden in de zin van de voorgaande leden worden beschouwd personen die als gezinsleden worden beschouwd overeenkomstig de wettelijke regeling van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan zij woonachtig zijn.

Artikel 14

Indien bij de toepassing van dit hoofdstuk een werknemer of een met hem gelijkgestelde of een lid van zijn gezin op grond van de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen recht op moederschapsuitkeringen zou kunnen doen gelden, is op de belanghebbende van toepassing de wettelijke regeling welke van kracht is op het grondgebied van de Verdragsluitende Partij, waar de geboorte heeft plaatsgevonden, waarbij, voor zover noodzakelijk, rekening wordt gehouden met de in artikel 10 van het Verdrag bedoelde samentelling van tijdvakken.

Artikel 15

1. Wanneer de rechthebbende op pensioenen of renten, verschuldigd krachtens de wettelijke regeling zowel van de ene als van de andere Verdragsluitende Partij, woonachtig is op het grondgebied van een der Partijen en hij volgens de wettelijke regeling van deze Partij recht op verstrekkingen heeft, worden deze aan hemzelf en aan zijn gezinsleden verleend door het orgaan van zijn woonplaats, alsof hij in het genot was van een pensioen of rente, uitsluitend verschuldigd op grond van de wettelijke regeling van het land van zijn woonplaats. Genoemde verstrekkingen komen ten laste van het orgaan van de woonplaats.

2. Wanneer de rechthebbende op een pensioen of een rente, verschuldigd krachtens de wettelijke regeling van een der Verdragsluitende Partijen, woonachtig is op het grondgebied van de andere Partij, worden de verstrekkingen, waarop hij krachtens de wettelijke regeling van eerstgenoemde Partij recht heeft, aan hemzelf en aan zijn gezinsleden verleend door het orgaan van zijn woonplaats.

3. Indien, ter dekking van de verstrekkingen, de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij voorziet in premie-inhoudingen ten laste van degene die een pensioen of rente geniet, is het orgaan dat het pensioen of de rente verschuldigd is en tot welks last de verstrekkingen komen, gemachtigd in de in dit artikel bedoelde gevallen tot die inhouding over te gaan.

Artikel 16

1. De verstrekkingen, verleend krachtens artikel 11, lid 2, artikel 12, de leden 1, 2 en 6, artikel 13, lid 1, en artikel 15, lid 2 van dit Verdrag worden vanwege de bevoegde organen vergoed aan de organen, welke deze hebben verleend.

2. De vergoeding wordt vastgesteld en vindt plaats overeenkomstig de in een door de bevoegde autoriteiten te sluiten administratief akkoord vast te stellen regelen; de vergoeding kan worden betaald door middel van vaste bedragen.

Artikel 17

1. Wanneer een werknemer of een met hem gelijkgestelde, die onderworpen is aan de wettelijke regeling van een der Verdragsluitende Partijen, of een rechthebbende op een pensioen of een rente, dan wel een gezinslid overlijdt op het grondgebied van de andere Partij, wordt het overlijden geacht te hebben plaatsgevonden op het grondgebied van eerstgenoemde Partij.

2. Het bevoegde orgaan neemt de uitkering bij overlijden voor zijn rekening ook indien de rechthebbende zich op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij bevindt.

HOOFDSTUK 2

Invaliditeit, ouderdom en overlijden (pensioenen)

AFDELING 1

Algemene bepalingen

Artikel 18

1. Wanneer een verzekerde achtereenvolgens of afwisselend aan de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen onderworpen is geweest, worden met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op uitkeringen de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de wettelijke regeling van elk der Verdragsluitende Partijen, voor zover zij niet samenvallen, samengeteld.

2. Wanneer de wettelijke regeling van een van de Verdragsluitende Partijen de toekenning van bepaalde uitkeringen afhankelijk stelt van de voorwaarde, dat de tijdvakken van verzekering zijn vervuld in een aan een bijzondere regeling onderworpen beroep, dan worden om voor deze uitkeringen in aanmerking te komen alleen de tijdvakken welke zijn vervuld krachtens de overeenkomstige regeling van de andere Verdragsluitende Partij en de tijdvakken welke in hetzelfde beroep krachtens andere regelingen van deze Verdragsluitende Partij zijn vervuld, voor zover zij niet samenvallen, samengeteld. Indien de verzekerde ondanks de samentelling van genoemde tijdvakken niet voldoet aan de voorwaarden om deze uitkeringen te kunnen genieten, worden de desbetreffende tijdvakken eveneens samengeteld om in aanmerking te komen voor de uitkeringen volgens het algemene stelsel van de Verdragsluitende Partijen.

3. Indien de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken krachtens de wettelijke regeling van een der Verdragsluitende Partijen in totaal geen zes maanden vormen, wordt geen enkele uitkering ingevolge die wettelijke regeling toegekend; in dat

geval worden met het oog op het verkrijgen, het behoud en het herstel van het recht op uitkeringen van de zijde van de andere Verdragsluitende Partij bedoelde tijdvakken in aanmerking genomen, echter niet voor de vaststelling van het verschuldigde prorata-bedrag volgens artikel 19, lid 1, alinea *b*, van dit Verdrag. Deze bepaling is evenwel niet van toepassing indien het recht op uitkeringen is verkregen krachtens de wettelijke regeling van eerstbedoelde Partij, alleen op grond van tijdvakken, vervuld ingevolge die wettelijke regeling.

Artikel 19

1. De uitkeringen waarop een verzekerde die aan de wettelijke regelingen van de beide Verdragsluitende Partijen onderworpen is geweest aanspraak kan maken krachtens deze wettelijke regelingen, worden op de volgende wijze vastgesteld:

a. het orgaan van elk der Verdragsluitende Partijen bepaalt overeenkomstig de eigen wettelijke regeling of de belanghebbende, de in het vorig artikel bedoelde samentelling van tijdvakken in aanmerking genomen, aan de voorwaarden voldoet om aanspraak te kunnen maken op de in die wettelijke regeling bedoelde uitkeringen;

b. indien krachtens de vorige alinea recht op uitkering bestaat, berekent bedoeld orgaan eerst het bedrag van de uitkering waarop de belanghebbende recht zou hebben, indien alle tijdvakken van verzekering of daarmee gelijkgestelde tijdvakken, samengeteld op de in het vorige artikel aangegeven wijze, uitsluitend krachtens de eigen wettelijke regeling zouden zijn vervuld; op basis van genoemd bedrag stelt het orgaan het bedrag van de verschuldigde uitkering vast naar verhouding van de duur der tijdvakken welke vóór de verzekerde gebeurtenis volgens de eigen wettelijke regeling zijn vervuld, tot de gezamenlijke duur van de tijdvakken welke krachtens de wettelijke regelingen van de beide Verdragsluitende Partijen vóór de verzekerde gebeurtenis zijn vervuld; dit bedrag vormt de uitkering welke door het betrokken orgaan aan de belanghebbende verschuldigd is;

c. indien de belanghebbende, de in het vorig artikel bedoelde samentelling van tijdvakken in aanmerking genomen, op een bepaald tijdstip niet voldoet aan de voorwaarden gesteld in de op hem van toepassing zijnde wettelijke regelingen, doch slechts aan de in een van deze wettelijke regelingen gestelde voorwaarden, wordt het bedrag van de uitkering overeenkomstig alinea *b* van dit lid vastgesteld;

d. indien de belanghebbende op een bepaald tijdstip niet voldoet aan de voorwaarden, gesteld in de op hem van toepassing zijnde wettelijke regelingen, doch wel aan de voorwaarden, gesteld in een van deze wettelijke regelingen, zonder dat het noodzakelijk is daartoe een beroep te doen op de tijdvakken welke krachtens de andere wettelijke regelingen zijn vervuld, wordt het bedrag van de uitkering vastgesteld

uitsluitend krachtens de wettelijke regeling ten aanzien waarvan het recht is geopend, waarbij alleen rekening wordt gehouden met de tijdvakken welke krachtens die wettelijke regeling zijn vervuld;

e. in de gevallen, bedoeld in de alinea's *c* en *d* van dit lid, worden de reeds vastgestelde uitkeringen herzien overeenkomstig de bepalingen van alinea *b* van dit lid, naarmate de voorwaarden gesteld in de andere wettelijke regelingen zijn vervuld, de in het vorige artikel bedoelde samentelling van tijdvakken in aanmerking genomen.

2. Indien het bedrag van de uitkering waarop de belanghebbende, zonder toepassing van artikel 18, uitsluitend op grond van de krachtens de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij vervulde tijdvakken van verzekering en daarmee gelijkgestelde tijdvakken aanspraak kan maken, hoger is dan het totaalbedrag van de uit de toepassing van het vorige lid van dit artikel voortvloeiende uitkeringen, heeft hij van de zijde van het orgaan van deze Partij recht op een aanvulling, gelijk aan het verschil.

3. Onverminderd het bepaalde in alinea *d* van het eerste lid van dit artikel en in artikel 22 kunnen de belanghebbenden die zich op de bepalingen van dit hoofdstuk kunnen beroepen, geen aanspraak doen gelden op een pensioen uitsluitend krachtens de bepalingen van de wettelijke regeling van één Verdragsluitende Partij.

AFDELING 2

Bijzondere bepalingen

Artikel 20

1. De werknemer of de met hem gelijkgestelde, die is verzekerd ingevolge de Nederlandse wettelijke regelingen inzake de algemene ouderdomsverzekering en de algemene weduwen- en wezenverzekering, blijft verzekerd gedurende elk tijdvak van tijdelijke of blijvende ongeschiktheid tot werken veroorzaakt door een ziekte, een bedrijfsongeval of een beroepsziekte, waarvoor een uitkering van Nederlandse zijde wordt genoten, indien de ongeschiktheid tot werken ten minste 50% bedraagt, zelfs indien hij zijn woonplaats overbrengt naar het grondgebied van Portugal, mits hij aldaar geen werkzaamheden als werknemer of als zelfstandige is gaan verrichten.

2. De in Portugal wonende echtgenote, beneden de leeftijd van 65 jaar, van een verzekerde ingevolge de Nederlandse wettelijke regeling inzake de algemene ouderdomsverzekering is eveneens verzekerd, behoudens, al naar gelang het geval, over het tijdvak:

a. gedurende hetwelk zij tevens tijdvakken van verzekering of van bijdragebetaling of daarmee gelijkgestelde tijdvakken heeft vervuld krachtens een Portugese regeling van verplichte ouderdomsverzekering;

b. gedurende hetwelk zij op grond van een zodanige regeling een ouderdomspensioen geniet.

Artikel 21

De Nederlandse organen mogen de ouderdomspensioenen rechtstreeks en uitsluitend berekenen op basis van de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de betreffende wettelijke regelingen.

Artikel 22

1. In het geval, dat een werknemer of een met hem gelijkgestelde achtereenvolgens of afwisselend onderworpen is geweest aan de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen, kunnen zijn nabestaanden uitsluitend aanspraak maken op de uitkeringen ingevolge de wettelijke regeling waaraan de werknemer ten tijde van zijn overlijden onderworpen was.

2. Wanneer de werknemer ten tijde van zijn overlijden onderworpen is geweest aan de Portugese wettelijke regeling, worden de tijdvakken van verzekering en de daarmee gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de Nederlandse wettelijke regeling zowel voor de opening van het recht als voor de vaststelling van het bedrag van de uitkering waarop zijn nabestaanden ingevolge de Portugese wettelijke regeling recht hebben, mede in aanmerking genomen.

Artikel 23

1. De in de Nederlandse wettelijke regeling inzake de ouderdomsverzekering bedoelde overgangspensioenen voor personen die op 1 januari 1957 de 65-jarige leeftijd reeds hadden bereikt, worden aan Portugese onderdanen onder dezelfde voorwaarden toegekend als aan Nederlandse onderdanen.

2. De in de Nederlandse wettelijke regeling inzake de ouderdomsverzekering bedoelde overgangsvoordelen voor personen die op 1 januari 1957 tussen 15 en 65 jaar oud waren, worden aan Portugese onderdanen onder dezelfde voorwaarden toegekend als aan Nederlandse onderdanen.

Artikel 24

De uit de overgangsbepalingen van de Nederlandse wettelijke regeling inzake de algemene weduwen- en wezenverzekering voortvloeiende voordelen op grond van een overlijden dat plaatsvond vóór 1 oktober 1959 worden aan Portugese onderdanen onder dezelfde voorwaarden toegekend als aan Nederlandse onderdanen.

Artikel 25

Het bepaalde in artikel 4, eerste lid, van dit Verdrag is niet van toepassing:

- a. op de ingevolge artikel 23, eerste lid, van dit Verdrag toegekende overgangsbepalingen;
- b. op de in de vorige artikelen bedoelde, aan Nederlandse onderdanen toegekende overgangsvoordelen.

HOOFDSTUK 3

Arbeidsongevallen en beroepsziekten

Artikel 26

Indien de wettelijke regeling van één der Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de vaststelling van de graad van ongeschiktheid in geval van een arbeidsongeval of een beroepsziekte uitdrukkelijk of stilzwijgend bepaalt, dat arbeidsongevallen of beroepsziekten, welke zich op een vroeger tijdstip hebben voorgedaan, in aanmerking worden genomen, dan worden de arbeidsongevallen en beroepsziekten welke zich op een vroeger tijdstip onder de wettelijke regeling van de andere Verdragsluitende Partij hebben voorgedaan, in aanmerking genomen alsof zij zich onder de wettelijke regeling van eerstbedoelde Partij hebben voorgedaan.

Artikel 27

1. Niet van toepassing op de onderdanen van een der Verdragsluitende Partijen zijn de bepalingen in de wettelijke regelingen inzake arbeidsongevallen en beroepsziekten van de andere Verdragsluitende Partij welke de rechten van vreemdelingen beperken of nietig verklaren of om reden van woonplaats doen vervallen.

2. De bijslagen en aanvullende toelagen, verleend als aanvulling op de renten ter zake van arbeidsongevallen krachtens de in elk van de beide Verdragsluitende landen van toepassing zijnde wettelijke regelingen, worden gehandhaafd voor personen als bedoeld in het vorige lid die hun woonplaats van het ene naar het andere land overbrengen.

Artikel 28

Indien een werknemer of een met hem gelijkgestelde, die van de zijde van het bevoegde orgaan van een der Verdragsluitende Partijen in het genot is gesteld van een schadeloosstelling wegens een beroepsziekte, ter zake van een beroepsziekte van dezelfde aard aanspraak maakt op uitkeringen op grond van de wettelijke regeling van de andere Partij, dient hij aan het bevoegde orgaan van laatstbedoelde Partij de nodige inlichtingen te verstrekken met betrekking tot vroeger reeds ter schadeloosstelling voor de betreffende beroepsziekte verleende uitkeringen.

Het orgaan dat de nieuwe uitkeringen moet betalen zal met de vroegere uitkeringen rekening houden alsof deze te zijnen laste waren geweest.

HOOFDSTUK 4

Werkloosheid

Artikel 29

Wanneer een verzekerde achtereenvolgens of afwisselend aan de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen onderworpen is geweest, worden met het oog op het verkrijgen, het behoud of het herstel van het recht op uitkeringen de tijdvakken van verzekering en de daarmede gelijkgestelde tijdvakken, vervuld krachtens de wettelijke regeling van elk der Verdragsluitende Partijen, voor zover zij niet samenvallen, samengeteld.

Artikel 30

De werknemer of de met hem gelijkgestelde, die tijdvakken van verzekering of daarmede gelijkgestelde tijdvakken heeft vervuld krachtens de wettelijke regeling van een der Verdragsluitende Partijen en zich naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij begeeft, heeft tijdens zijn verblijf op dit grondgebied recht op werkloosheidsuitkeringen als voorzien in de wettelijke regeling van deze Verdragsluitende Partij mits hij:

a. onderworpen was aan de verplichte werkloosheidsverzekering na zijn laatste aankomst op genoemd grondgebied;

b. voldoet aan de door de wettelijke regeling van deze Verdragsluitende Partij gestelde voorwaarden, de in het vorige artikel bedoelde samentelling van tijdvakken in aanmerking genomen.

HOOFDSTUK 5

Kinderbijslagen

Artikel 31

Indien de wettelijke regeling van een der Verdragsluitende Partijen het verkrijgen van het recht op kinderbijslag afhankelijk stelt van de vervulling van tijdvakken van verzekering of daarmede gelijk gestelde tijdvakken, houdt het bevoegde orgaan van deze Partij, voor zover zulks noodzakelijk is, rekening met alle op het grondgebied van elk der Verdragsluitende Partijen vervulde tijdvakken.

Artikel 32

1. Een werknemer of een met hem gelijkgestelde, die verzekerd is volgens de wetgeving van een Verdragsluitende Partij, en kinderen heeft die op het grondgebied van de andere Partij woonachtig zijn dan

wel daar worden opgevoed, heeft met inachtneming eventueel van de in het vorige artikel bedoelde samentelling van tijdvakken voor deze kinderen recht op kinderbijslag overeenkomstig de wettelijke regeling van eerstbedoelde Verdragsluitende Partij, zelfs indien de werknemer geacht wordt op het grondgebied van de andere Partij te wonen.

2. Indien de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij voorziet in kinderbijslagen voor degenen die in het genot zijn van een pensioen of een rente, hebben degenen die in het genot zijn van een pensioen of een rente en geacht worden op het grondgebied van de andere Partij te wonen, eveneens recht op deze bijslagen.

3. Indien in de loop van een zelfde tijdvak kinderbijslagen verschuldigd zijn voor een zelfde kind ingevolge de wettelijke regelingen van beide Verdragsluitende Partijen, wordt uitsluitend de kinderbijslag verschuldigd ingevolge de wettelijke regeling van de Verdragsluitende Partij op het grondgebied waarvan het kind woonachtig is, dan wel wordt opgevoed, uitbetaald.

TITEL IV

Diverse bepalingen

Artikel 33

1. De bevoegde autoriteiten:

1. zullen de administratieve regelingen treffen, welke ter uitvoering van dit Verdrag nodig zijn;

2. zullen elkaar alle inlichtingen verstrekken omtrent de ter uitvoering van dit Verdrag getroffen maatregelen;

3. zullen elkaar alle inlichtingen verstrekken omtrent de wijzigingen in hun wetgeving waardoor de uitvoering van dit Verdrag kan worden gewijzigd.

2. De bevoegde autoriteiten kunnen in gemeen overleg bijzondere bepalingen vaststellen ten einde, ten behoeve van afzonderlijke groepen van arbeiders, in het bijzonder ten behoeve van de zeelieden en van personen die in dienst zijn van ondernemingen welke een steenkolenmijn exploiteren, zo nodig nadere regelingen te treffen.

3. De diplomatieke en consulaire autoriteiten van een der beide Verdragsluitende Partijen kunnen, met het oog op het verkrijgen van alle inlichtingen, welke van nut zijn voor de verdediging van de belangen van hun onderdanen, bij de administratieve autoriteiten en de bevoegde organen van de andere Verdragsluitende Partij tussenbeide komen.

Artikel 34

1. Bij de toepassing van dit Verdrag zullen de autoriteiten en de organen die belast zijn met de uitvoering van dit Verdrag elkaar behulpzaam zijn; zij zullen handelen als betrof het de toepassing van hun eigen wetgeving.

2. De organen en de autoriteiten van de beide Verdragsluitende Partijen kunnen voor de toepassing van dit Verdrag rechtstreeks met elkaar, alsook met de belanghebbende personen of hun gemachtigden in verbinding treden.

Artikel 35

1. De vrijstelling of verlaging van rechten, zegelrechten, griffie- of registratierechten, geregeld bij de wetgeving van een der Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de bescheiden of documenten welke ter uitvoering van de wetgeving van deze Partij moeten worden overgelegd, wordt uitgebreid tot de overeenkomstige bescheiden en documenten welke dienen te worden overgelegd ter uitvoering van de wetgeving van de andere Verdragsluitende Partij of van dit Verdrag.

2. Alle akten, documenten en bescheiden van welke aard ook, welke dienen te worden overgelegd voor de uitvoering van dit Verdrag, zijn vrijgesteld van legalisatie door diplomatieke of consulaire autoriteiten en van kanselarijrechten.

Artikel 36

1. Voor de toepassing van dit Verdrag voeren de organen rechtstreeks briefwisseling met elkaar in de Franse taal.

2. De organen en autoriteiten van een der Verdragsluitende Partijen mogen de verzoekschriften of andere documenten welke aan hen worden gericht, niet afwijzen op grond van het feit dat zij zijn gesteld in de officiële taal van de andere Verdragsluitende Partij.

Artikel 37

Aanvragen, verklaringen of beroepschriften welke voor de uitvoering van de wetgeving van een der Verdragsluitende Partijen binnen een bepaalde termijn moeten worden ingediend bij een autoriteit, een orgaan of een ander lichaam van die Partij, zijn ontvankelijk, indien zij binnen dezelfde termijn bij een overeenkomstige autoriteit, orgaan, of ander lichaam van de andere Partij worden ingediend. In dat geval zal een aldus benaderde autoriteit, orgaan of lichaam onverwijld deze aanvragen, verklaringen of beroepschriften doen toekomen aan de bevoegde autoriteit, het bevoegde orgaan of het bevoegde lichaam van eerstbedoelde Partij, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen.

Artikel 38

1. De organen van een Verdragsluitende Partij welke uit hoofde van dit Verdrag uitkeringen in geld verschuldigd zijn aan rechthebbenden die zich op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij bevinden, kunnen het verschuldigde rechtevoldoen in de munt van eerstbedoelde Partij; wanneer zij gelden verschuldigd zijn aan organen die zich op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij bevinden, moeten zij die gelden betalen in de munt van deze Partij.

2. De overmaking van gelden, voortvloeiende uit de toepassing van dit Verdrag, heeft plaats krachtens de overeenkomsten en regelen welke terzake op het tijdstip van de overmaking tussen de beide Verdragsluitende Partijen van kracht zijn.

Artikel 39

1. Over elk geschil tussen de Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de uitlegging of toepassing van dit Verdrag zal rechtstreeks tussen de bevoegde autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen worden onderhandeld.

2. Indien het geschil op deze wijze niet binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de aanvang van de onderhandelingen opgelost kan worden, wordt het voorgelegd aan een scheidsrechterlijke commissie, waarvan de samenstelling en de procedure in een overeenkomst tussen de Verdragsluitende Partijen worden vastgelegd.

De scheidsrechterlijke commissie moet het geschil oplossen volgens de grondbeginselen en de geest van dit Verdrag. Haar beslissingen zijn bindend en niet vatbaar voor beroep.

Artikel 40

1. Wanneer een orgaan van een Verdragsluitende Partij aan een rechthebbende op uitkeringen een voorschot heeft betaald, houdt dit orgaan, of op zijn verzoek, het bevoegde orgaan van de andere Partij het voorschot in op de betalingen waarop de belanghebbende recht heeft.

2. Wanneer de rechthebbende bijstand heeft genoten van een Verdragsluitende Partij in de loop van een tijdvak waarover hij recht heeft op uitkeringen in geld worden de bedragen van bedoelde uitkeringen ingehouden door het met de betaling daarvan belaste orgaan, zulks op verzoek en voor rekening van het orgaan dat de bijstand heeft verleend, tot het bedrag van de uitkeringen, betaald uit hoofde van de bijstand.

TITEL V**Overgangs- en slotbepalingen****Artikel 41**

1. Dit Verdrag opent geen enkel recht op betaling van uitkeringen voor tijdvakken, gelegen voor zijn inwerkingtreding.

2. Voor het vaststellen van het recht op uitkeringen overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag wordt elk tijdvak van verzekering of daarmee gelijkgesteld tijdvak, vóór de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag krachtens de wettelijke regeling van een der Verdragsluitende Partijen vervuld, in aanmerking genomen.

3. Onverminderd de bepalingen van het eerste lid van dit artikel, is krachtens dit Verdrag een pensioen of rente verschuldigd, zelfs indien zij in verband staat met een gebeurtenis vóór de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag. Te dien einde wordt elk pensioen of elke rente welke niet is uitbetaald of waarvan de betaling is geschorst in verband met de nationaliteit van de belanghebbende, dan wel in verband met het feit dat hij zijn woonplaats heeft op het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij, op verzoek van de belanghebbende uitbetaald of hervat met ingang van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag, mits de vroeger toegekende rechten niet in de vorm van een afkoopsom zijn vereffend.

4. Ten aanzien van de uit een toepassing van het vorige lid voortvloeiende rechten, zijn de bepalingen van de Verdragsluitende Partijen met betrekking tot het verlies en de verjaring van rechten niet op de belanghebbende van toepassing, indien het betrokken verzoek binnen een termijn van twee jaar na de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag is ingediend. Indien het verzoek na het verstrijken van deze termijn wordt ingediend, wordt het recht op uitkering dat niet vervallen is verklaard of verjaard, verworven met ingang van de datum waarop het verzoek wordt ingediend, tenzij gunstiger bepalingen van de wettelijke regeling van een Verdragsluitende Partij van toepassing zijn.

Artikel 42

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, is dit Verdrag alleen van toepassing op het Rijk in Europa. Wat Portugal betreft, is dit Verdrag alleen van toepassing op het continentale grondgebied van Portugal, op de aangrenzende eilanden (de Azoren en Madeira) en op de Kaapverdische eilanden.

Artikel 43

Dit Verdrag wordt bekrachtigd en de akten van bekrachtiging worden zo spoedig mogelijk te Lissabon uitgewisseld.

Artikel 44

Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de maand volgende op die waarin de akten van bekrachtiging zijn uitgewisseld.

Artikel 45

Dit Verdrag wordt gesloten voor de tijd van een jaar. Het zal stilzwijgend van jaar tot jaar worden verlengd, behoudens opzegging, waarvan ten minste drie maanden voor afloop van de termijn mededeling moet worden gedaan.

Artikel 46

1. Ingeval van opzegging wordt elk recht dat met toepassing van de bepalingen van dit Verdrag is verkregen, gehandhaafd.

2. De aanspraken op grond van tijdvakken, vervuld voor de datum waarop de opzegging van kracht is geworden, worden niet door de opzegging tenietgedaan; het behoud ervan zal voor het tijdvak na de opzegging worden vastgesteld in gemeen overleg of bij gebreke daarvan door de eigen wetgeving van het betrokken orgaan.

TEN BLIJKE WAARVAN de bovengenoemde gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN in tweevoud te 's-Gravenhage, op 12 oktober 1966, in de Franse taal.

Voor het Koninkrijk der Nederlanden,

(w.g.) J. LUNS

Voor de Portugese Republiek,

(w.g.) ALBERTO CARLOS DE LIS-TEIXEIRA
BRANQUINHO

D. GOEDKEURING

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Verdrag is voorzien in artikel 43.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 44 in werking treden op de eerste dag van de maand volgende op die waarin de akten van bekrachtiging zijn uitgewisseld.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal het Verdrag ingevolge artikel 42 alleen voor Nederland gelden.

Wat Portugal betreft, zal het Verdrag ingevolge artikel 42 mede voor de Azoren, Madeira en de Kaapverdische eilanden gelden.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Verdrag werd gesloten in overeenstemming met de wens, uitgesproken in een Protocol bij de op 22 november 1963 te Lissabon ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Portugese Republiek inzake migratie, aanwerving en tewerkstelling van Portugese arbeiders in Nederland, dat op korte termijn tussen de beide Staten een algemeen Verdrag inzake sociale zekerheid zou worden gesloten. Tekst en vertaling van de Overeenkomst van 22 november 1963, met Protocol, zijn geplaatst in *Trb.* 1964, 16.

Onder de in artikel 1, eerste lid, letter *a* van het Verdrag bedoelde Nederlandse wettelijke regelingen

1) inzake de ziekteverzekering worden verstaan de Ziektewet van 5 juni 1913 (laatstelijk *Stb.* 1952, 474), zoals gewijzigd, en de Ziekenfondswet van 15 oktober 1964 (*Stb.* 1964, 392) en haar uitvoeringsbesluiten, zoals gewijzigd;

2) inzake invaliditeits- en ouderdomsverzekering voor werknemers worden verstaan de Invaliditeitswet van 5 juni 1913 (*Stb.* 205), zoals gewijzigd, de Mijnwerkers-Invaliditeitswet van 21 april 1933 (*Stb.* 181), zoals gewijzigd, en de Interimwet invaliditeitsrentetrekkingen van 19 december 1962 (*Stb.* 534), zoals gewijzigd;

3) inzake de algemene ouderdomsverzekering wordt verstaan de Algemene Ouderdomswet van 31 mei 1956 (laatstelijk *Stb.* 1965, 429), zoals gewijzigd;

4) inzake de algemene weduwen- en wezenverzekering wordt verstaan de Algemene Weduwen- en Wezenwet van 9 april 1959 (laatstelijk *Stb.* 1965, 429), zoals gewijzigd;

5) inzake verzekering inzake arbeidsongevallen en beroepsziekten worden verstaan de Ongevallenwet van 2 januari 1901 (laatstelijk *Stb.* 1921, 700), zoals gewijzigd, de Land- en Tuinbouwongevallenwet 1922 van 20 mei 1922 (*Stb.* 365), zoals gewijzigd, de Wet tot aanvulling der ongevallenrenten van 26 mei 1950 (*Stb.* K 191), zoals gewijzigd, en de Zeeongevallenwet van 8 mei 1915 (laatstelijk *Stb.* 1960, 394), zoals gewijzigd;

6) inzake de werkloosheidsverzekering wordt verstaan de Werkloosheidswet van 9 september 1949 (*Stb.* J 423), zoals gewijzigd;

7) inzake de kinderbijslagen worden verstaan de Algemene Kinderbijslagwet van 26 april 1962 (laatstelijk *Stb.* 1965, 429), zoals gewijzigd, en de Kinderbijslagwet voor loontrekkenden van 23 december 1939 (laatstelijk *Stb.* 1965, 429);

8) inzake de bijzondere regelingen voor personen, werkzaam bij ondernemingen, die steenkolenmijnen exploiteren, wordt verstaan het Reglement voor het Algemeen Mijnwerkersfonds van de Steenkolenmijnen in Limburg.

Uitgegeven de achtentwintigste december 1966.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.